

## Décrets

Gouvernement du Québec

### Décret 1-2000, 12 janvier 2000

CONCERNANT le ministre délégué aux Affaires autochtones

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE le décret n<sup>o</sup> 1503-98 du 15 décembre 1998 soit modifié par le remplacement du premier alinéa du dispositif par le suivant:

«QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et à l'article 3.42 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) édicté par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1999, le ministre délégué aux Affaires autochtones soit responsable de l'application de la section III.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ainsi que du Secrétariat aux Affaires autochtones et du programme 4 «Affaires autochtones» du portefeuille «Conseil exécutif» apparaissant au livre des crédits et qu'il soit habilité à exercer à l'égard de ces responsabilités tous les pouvoirs et fonctions;».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

33411

Gouvernement du Québec

### Décret 2-2000, 12 janvier 2000

CONCERNANT l'exercice des fonctions de la ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), les pouvoirs, devoirs et attributions de la ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine soient conférés temporairement, du 14 janvier 2000 au 20 janvier 2000, à monsieur Paul Bégin, membre du Conseil exécutif.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

33412

Gouvernement du Québec

### Décret 3-2000, 12 janvier 2000

CONCERNANT la forme, la teneur et la périodicité du plan de développement de la Société Innovatech du Grand Montréal

ATTENDU QUE l'article 39 de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (1998, c. 19) prévoit que la Société Innovatech du Grand Montréal (la «Société») doit établir un plan de développement, incluant les activités de ses filiales, suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement;

ATTENDU QU'il est opportun de fixer la forme, la teneur et la périodicité du plan de développement de la Société;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE le plan de développement de la Société Innovatech du Grand Montréal contienne notamment les éléments suivants:

— l'évaluation des résultats du plan de développement précédent et, pour le premier plan de développement, des activités cumulatives de la Société;

— ses orientations;

— ses objectifs et ses indicateurs de performance;

— les créneaux de l'économie jugés prioritaires;

— les clientèles privilégiées;

— les formes d'aide privilégiées;

— les états financiers pro forma complets pour la période à laquelle le plan s'applique.

QUE le plan de développement soit déposé à tous les trois ans, mais qu'il soit permis, sur avis du ministre responsable de l'application de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal de demander le dépôt d'un nouveau plan lorsque les circonstances le justifient;

QUE le plan de développement soit déposé le ou avant le 1<sup>er</sup> février précédant la date de son entrée en vigueur;

QUE la date du dépôt du premier plan de développement de la Société Innovatech du Grand Montréal soit le 1<sup>er</sup> février 2000 et porte sur les années 2000-2001 à 2002-2003.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

33413

Gouvernement du Québec

### **Décret 4-2000, 12 janvier 2000**

CONCERNANT les montants, limites et modalités des transactions de la Société Innovatech du Grand Montréal

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 32 de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (1998, c. 19) (la «Loi»), la Société Innovatech du Grand Montréal (la «Société») et chacune de ses filiales ne peuvent notamment sans l'autorisation du gouvernement:

1<sup>o</sup> acquérir ou détenir des actions d'une personne morale ou des parts d'une société au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

2<sup>o</sup> céder des actions d'une personne morale ou des parts d'une société au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

3<sup>o</sup> contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de leurs emprunts en cours ou non encore remboursés;

4<sup>o</sup> consentir des prêts ou s'engager financièrement au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 32 de la Loi, les montants, limites et modalités fixés en vertu de cet article peuvent s'appliquer au groupe constitué par la Société et ses filiales ou à l'un ou plusieurs des membres du groupe;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 34 de la Loi, une personne morale ou une société est une filiale de la Société si cette dernière détient plus de 50 % des droits de vote afférents à toutes les actions émises et en circulation de cette personne morale ou plus de 50 % des

parts de cette société, ou peut en élire ou nommer la majorité des administrateurs;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les montants, limites et modalités des transactions de la Société et de ses filiales conformément aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 32 de la Loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de rendre applicables au groupe constitué par la Société et ses filiales (le «Groupe») ces montants, limites et modalités conformément au deuxième alinéa de l'article 32 de la Loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 33 de la Loi, modifié par l'article 35 du chapitre 8 des lois de 1999 et par l'article 14 du chapitre 43 des lois de 1999, la Société doit obtenir l'approbation du gouvernement lorsque le montant de sa participation financière à une initiative est supérieur à 10 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE le Groupe puisse acquérir des actions d'une personne morale ou des parts d'une société, de sorte que la participation n'ait pas pour effet de *i*) porter directement ou indirectement le pourcentage des droits de vote rattachés aux actions de la personne morale ou aux parts de la Société détenues par le Groupe à plus de 50 % ou *ii*) permettre au Groupe, du fait de l'exercice des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts qu'il détient, d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale ou de la société;

QUE le Groupe puisse acquérir en tout temps des actions d'une personne morale ou des parts d'une société qui ne confèrent ni ne peuvent conférer de droits de vote;

QUE le Groupe puisse consentir des prêts, des avances ou des contributions remboursables à échéance déterminée, ou s'engager financièrement à l'égard d'une personne physique, d'une personne morale ou d'une société de façon à ne pas porter à plus de 1 000 000 \$ son engagement cumulatif sous l'une ou l'autre des formes mentionnées ci-dessus à l'égard de cette personne physique, de cette personne morale ou de cette société, sauf s'il s'agit d'un titre convertible;

QUE le Groupe puisse, s'il détient des titres lui conférant un privilège de conversion, convertir ces titres de sorte que l'exercice de cette conversion n'ait pas pour effet de *i*) porter directement ou indirectement le pourcentage des droits de vote rattachés aux actions de la personne morale ou aux parts de la Société détenues par